

Proposition du Bloc pour le compte d'urgence pour les PME (CUEC) :

Justin Trudeau doit entendre raison

Laurentides-Labelle, 18 janvier 2024 – Le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet et la députée de Laurentides-Labelle, Marie-Hélène Gaudreau ont réagi alors que la date limite du remboursement sans graves pénalités du Compte d'urgence pour les entreprises du Canada (CUEC), est arrivée.

Lorsque la pandémie a frappé de plein fouet l'économie du Québec et du Canada, les partis au Parlement d'Ottawa se sont entendus pour mettre rapidement en place des programmes d'urgence, dont le Compte d'urgence pour les entreprises du Canada, à l'intention des PME. Le programme prenait la forme d'une aide de 60 000\$ dont seulement 40 000\$ allaient devoir être remboursés, ultimement le 18 janvier 2024, après un report plutôt théorique. Compte tenu de la durée de la pandémie, de l'inflation qu'elle a engendrée et des taux d'intérêts qui se sont ajoutés à une pénurie de main-d'œuvre déjà présente, plus de 250 000 des 900 000 entreprises bénéficiaires ont indiqué en sondage craindre de ne pouvoir rembourser le prêt, ou même survivre si elles devaient le faire.

De nombreuses organisations et entreprises, de même que le Bloc Québécois, ont insisté pour que le gouvernement libéral accorde un sursis supplémentaire d'un an. Justin Trudeau et Chrystia Freeland ont fait la sourde oreille. Ils sont d'ores et déjà responsables de la fermeture de centaines, peut-être de milliers d'entreprises, et à compter de ce 18 janvier, on pourrait voir des dizaines de milliers d'entreprises fermer par la faute du gouvernement Trudeau.

Pourtant, pour chacune de ces entreprises qui ferment, le gouvernement devra assumer et déboursé 40 000\$ qui autrement seraient payés par les entrepreneurs. Ce sont plusieurs centaines de millions de dollars qui vont sortir des coffres de l'État, payés avec vos taxes et impôts, par pur entêtement. « C'est une très mauvaise politique économique tant pour les entreprises que pour l'État, dénonce le chef du Bloc Québécois. On pousse à la faillite des milliers d'entreprises à travers le Québec, on engage en pure perte des centaines de millions de dollars, et Ottawa fait la preuve qu'il n'a pas de cœur ni de compassion pour les entrepreneurs, leurs employés et les régions du Québec. »

Encore une fois, pour sauver ces entreprises au moment de la date butoir, le Bloc Québécois formule une proposition peu coûteuse et assurée de réussite dans la presque totalité des cas : permettre aux entreprises de convenir de modalités de paiement de gré à gré avec leurs banques, tout en maintenant par le gouvernement fédéral la garantie sur le prêt, les intérêts et la part de 20 000\$ d'abord accordée en subvention. La proposition est une alternative au remboursement de 60 000\$ en 3 ans à 5%. « On doit croire que pour la grande majorité des entreprises, de telles conditions permettraient de rembourser la somme présentement due, sans s'exposer au refus des banques qui verraient, comme

jusqu'à maintenant, l'emprunt être garanti par l'État. Il n'y a rien à perdre et tout à gagner », explique la députée Gaudreau

Pour la députée bloquiste, « L'attitude de la ministre des Finances est absolument incompréhensible. Elle expose le gouvernement à devoir déboursier des centaines de millions de dollars en pure perte alors qu'une aide comme celle que nous proposons pourrait éviter cette dépense, et elle pousse à la faillite des milliers ou des dizaines de milliers d'entreprises alors même qu'une menace de récession plane sur l'économie du Québec et du Canada. Étrangement, les conservateurs de Pierre Poilievre ne disent pas un mot alors que la menace plane sur tout le Canada. »

« Dans Laurentides-Labelle, ce sont des centaines d'entreprises qui ont bénéficié de l'aide. Aujourd'hui, ces entrepreneurs, ceux qui tiennent nos villes et nos villages, ceux qui développer notre économie, ceux qui veulent créer et maintenir l'attractivité de Laurentides-Labelle ont une épée de Damoclès au-dessus de la tête. C'est absolument incompréhensible que le fédéral s'entête à ne pas voir l'effet dévastateur que ça va avoir sur l'entrepreneuriat, sur le développement économique, sur la confiance et la volonté des gens de créer des entreprises. C'est vraiment du mépris envers les communautés des régions. » d'ajouter la députée de Laurentides-Labelle.

« Ce sont de vraies entreprises, créées et gérées par de vraies personnes, déplore Yves-François Blanchet. Ces gens et ces entreprises que Justin Trudeau jette à la rue en pleine période de crise, c'est votre cousin qui a une petite fabrique de remorques, c'est votre fils qui s'était ouvert un restaurant de quartier, c'est la boutique de création en mode au coin de votre rue, c'est la cantine près du chalet, c'est vos amis qui ont ouvert une petite auberge l'été dernier ou le pêcheur du Saint-Laurent qui venait d'acheter un petit bateau pour lancer sa propre entreprise. Ce sont vos villages, votre quartier, vos régions, vos amis et votre famille qu'Ottawa laisse tomber. De grâce, il faut que Justin Trudeau entende raison! ».

-30-

Source :

Samuel Landry-Beauchamp
Adjoint parlementaire de la députée de Laurentides-Labelle
samuel.landrybeauchamp.338@parl.gc.ca
613-402-4673